

COURS DE RENFORCEMENT

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

DIRECTION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

TD N°53 du peulh MaGicien 2025-2026

Epreuve: ECONOMIE	Classe : TSE-CO	Mr ALLAYE LANDOURE	120 MIN
-------------------	-----------------	--------------------	---------

I. Analyse de document (05points)

Taux d'inflation de la Guinée (en %)

Période	2014	2015	2016	2017
Tabac	<u>1,8</u>	1,9	2,0	2,3
Coton	0,8	0,7	0,7	<u>0,7</u>
Denrée alimentaire	2,7	2,8	2,8	2,9
Inflation en global	3,1	<u>3,2</u>	3,2	4,0

1. Interpréter les chiffres soulignés.
2. Peut-on parler de la désinflation pour quels biens ? Expliquer les raisons.
3. Entre le Tabac et les denrées alimentaires lequel a enregistré la plus forte inflation significative sur la période ?
4. Calculer le taux annuel de l'ensemble des produits de la Guinée sur la période. Interpréter le résultat obtenu.

II. Dissertation : (15points)

Sujet : le nombre d'enfant par femme est largement au-dessus de 2,6 dans les pays en développement.

Consigne : à l'aide des documents ci – joints et de tes connaissances personnelles, tu feras ressortir les facteurs de cette évolution démographique, puis tu montreras ces conséquences sur leur économie.

Document 1 : Taux d'accroissement annuel moyen de la population par période et par région en %

REGIONS	1950-1955	1960-1965	1970-1975	1980-1985
Pays développés	1,3	1,2	0,8	0,7
Pays en développement	2,0	2,3	2,3	2,0
Amérique latine	2,7	2,8	2,5	2,4
Afrique	2,1	2,5	2,7	3,0
Asie du Sud	1,9	2,4	2,4	2,2
Asie de l'Est	1,9	1,9	2,0	1,2
URSS	1,7	1,5	0,9	0,9
Europe	0,8	0,9	0,6	0,3
Amérique du Nord	1,8	1,5	0,9	1,0
Océanie	2,3	2,1	1,9	1,4

Estimations de J. Bourgeois-Pichat, 1983. Colloque organisé par l'INED et l'UISEP sur les politiques de santé, Paris, 1983, in C. Mata et O. Belbeach, op. cit, La documentation française, 1986, p. 15.

Document 2 : LES DEPENSES D'EDUCATIONS

Pour l'ensemble des pays en développement, les dépenses publiques consacrées à l'éducation sont passées de 2,3% du PNB en 1960 à 3,9% en 1974 et de 11,7% à 15,1% du budget de l'Etat. (...) Partant d'une projection établie pour le Malawi jusqu'en l'an 2015 et se fondant sur l'hypothèse que les dépenses ordinaires (c'est-à-dire essentiellement le traitement des enseignants) se maintiendraient à leur niveau de 1980, c'est-à-dire à 12 dollars par élève, on est arrivé à la conclusion qu'avec une fécondité constante, le budget de l'éducation primaire doublerait à peu près tous les 15 ans même si rien n'était fait pour améliorer le taux de couverture et la qualité des écoles primaires. Par conséquent, si l'économie du Malawi connaissait une croissance d'environ 3% par an, la part du PIB consacrée au budget de l'éducation passerait de 0,7% en 1980 à environ 1% en 1995.

Rapport sur le développement dans le monde, 1984

Banque mondiale, pp. 95-97

Document 3 :

Le stimulant démographique

Dans une conjoncture économique favorable [...], la croissance démographique est un stimulant précieux à l'accroissement du niveau de vie tant en procurant une main d'œuvre pour exploiter les ressources naturelles qu'en élargissant les marchés nécessaires pour absorber et rentabiliser une production de masse [...]. Autrement dit, l'accroissement démographique peut jouer positivement à la fois sur la demande et l'offre des agents économiques.

L'effet sur la demande

L'incidence potentielle sur les principales composantes du revenu national est la suivante : l'augmentation du nombre d'habitants a pour corollaire un gonflement des besoins et un accroissement de la consommation ; quant à l'investissement lui-même, il peut s'accroître avec la population ; le gonflement des effectifs crée une demande d'infrastructures et d'équipements locaux nouveaux, qu'il peut même parfois rendre solvable par franchissement d'un seuil de densité de peuplement minimum.

De plus, l'amélioration de la condition sanitaire et la chute de la mortalité, ont un effet positif non seulement sur la capacité de travail des individus, mais sur l'attitude à l'égard de l'épargne et à l'investissement qui peut sérieusement parler sur le lendemain sans avoir une garantie suffisante de survie.

Cette extension des besoins facilite la réalisation d'économie d'échelle et l'intensification de l'effort de l'effort productif, par mobilisation des capacités de travail et de ressources sous utilisées et par transformation des méthodes culturales (régressions des jachères, utilisation d'engrais de pesticides, sélection des semences, travaux d'irrigations, effort de mécanisation, de récoltes multiples, etc.).

Enfin l'augmentation de la densité a en elle-même deux effets majeurs sur la vie économique. D'une part, elle rentabilise la création d'entreprise moderne et la réalisation de projets de développement, encouragés par l'élargissement de la taille du marché et par les hausses de prix. D'autre part, elle augmente souvent de façon massive la valeur du capital foncier (terres agricoles et surtout terrains à bâtir) et immobilier (habitation, installations administratives, industrielles et commerciales...), faisant ainsi surgir sans effort d'immenses fortunes et donc une base d'accumulation primitive indispensable au démarrage économique.

Document 4 : L'EMPLOI

Les pays en développement pourront ils créer un milliard d'emplois dans les vingt – cinq prochaines années ? C'est en ordre de grandeur le volume des nouveaux emplois qui seraient nécessaires pour absorber les nouvelles générations qui entreront sur le marché du travail. Ceci alors que le chômage déclaré ou déguisé atteint déjà dans nombre de ces pays des proportions inquiétantes.

Sans doute la notion d'emploi n'a t- elle pas toujours la même signification que dans les pays occidentaux. Mais l'afflux de main d'œuvre sera sans commune mesure avec ce qui s'est passé jusqu'à présent : la population active devrait augmenter beaucoup plus vite que la demande de travail. Il suffit de prendre l'exemple des pays comme la Turquie et l'Egypte, où l'évolution des flux de jeunes arrivants sur le marché du travail est fortement ascendante, et à peu près parallèle dans les deux cas : en 1960, ces flux étaient environ deux fois moindres qu'en RFA ; en 1985 ils sont du même ordre ; vers 2005 – 2010 ils seront deux fois plus forts. Ce gonflement de potentiel de main d'œuvre jeune, alors que s'accroissent les progrès de la productivité peuvent créer des risques sérieux sur le plan politique et social dans les pays concernés.